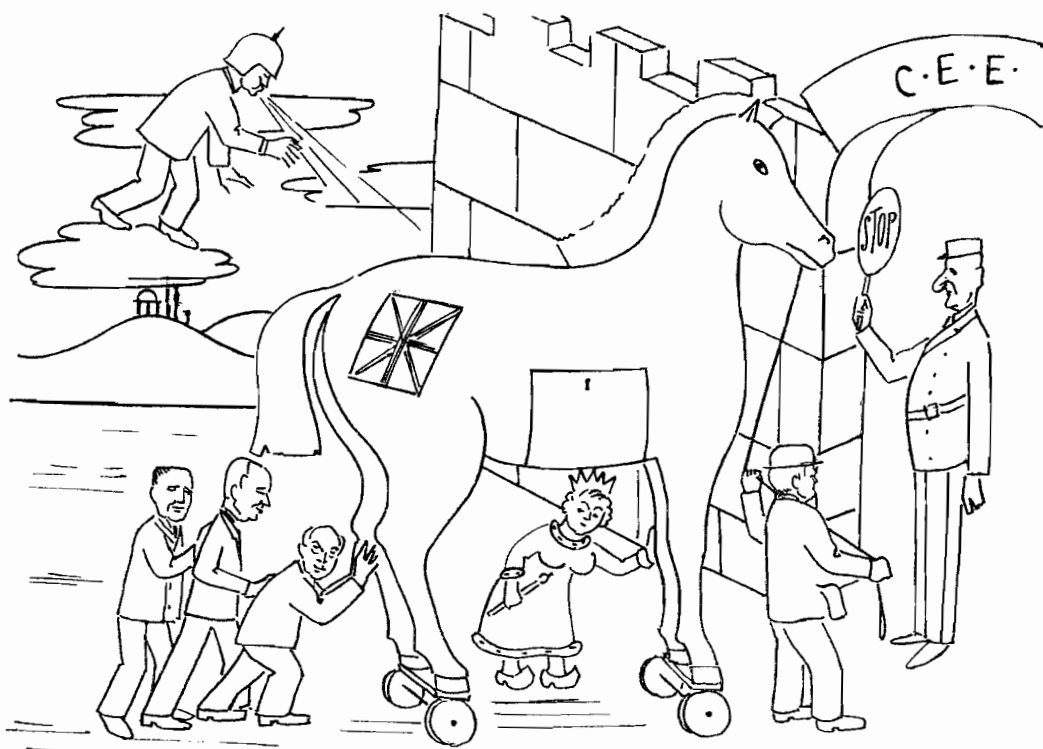




JOUET DE NOËL



Ce dessin d'une de nos aimables lectrices, nous paraît aussi clair qu'un commentaire écrit. Même s'il s'éloigne de notre point de vue, nous le publions volontiers parce que nous le trouvons spirituel et pour rester fidèle au principe que nous avons adopté d'être la «tribune libre de l'européisme».

M. Walter Hallstein, nouveau Président du Mouvement Européen



Le professeur Walter Hallstein, ancien président de la commission européenne a été élu président international du Mouvement européen, le 19 Janvier, par acclamation par le Conseil fédéral du mouvement qui a réuni à la villa Lubin à Rome, sous la présidence de M. Maurice Faure, cent personnalités de 17 pays de l'Europe occidentale, parmi lesquelles de nombreux anciens présidents du Conseil et anciens ministres. Il y avait également des représentants de huit pays de l'Est européen en qualité d'associés ainsi que M. Jean Monnet, président du Comité d'action pour les Etats unis d'Europe.

Le conseil international s'est donné comme vice-président M. Gaston Defferre, maire de Marseille. Au poste de trésorier, l'ancien président du Conseil belge, M. Théo Lefevre.

Les travaux du Conseil fédéral avaient été ouverts, dans la matinée, par le président sortant, M. Maurice Faure, et par le professeur Petrilli, président du Comité italien. Le Conseil a voté un ordre du jour envoyant au peuple italien et aux habitants de la Sicile l'expression de sa plus profonde sympathie et solidarité.

(Dans notre prochain numéro nous publierons le texte de la Résolution adoptée par le Mouvement Européen durant les réunions du Conseil Fédéral).

LA RELANCE DU MOUVEMENT EUROPEEN

A l'occasion de l'élection de M. Walter Hallstein à la charge de Président du Mouvement Européen, qui a eu lieu à Rome, nous avons rencontré le jeune et actif secrétaire général du Mouvement, M. Robert Van Schendel qui venait, de son côté, d'être réélu à son poste à l'unanimité par acclamations. M. Robert Van Schendel, dont la vocation européiste est pour ainsi dire héréditaire — son grand-père était déjà partisan des Etats-Unis d'Europe à l'époque où les européistes se comptaient sur les doigts — nous a confirmé sa profonde satisfaction pour une élection qui, selon lui, équivaut à une relance du Mouvement Européen. Nous nous associons à ses espoirs, convaincus que la sincérité des convictions, quelles qu'elles soient, et l'ardeur qu'on apporte à les faire triompher, feront plus, pour l'Europe, que toutes les doctrines. Le temps fera bon marché des idéologies qui ne sont pas vitales et peu importe le chemin que l'on prend pour arriver à l'Europe, pourvu que l'on s'y engage. Avec M. Walter Hallstein, avec MM. Gaston Defferre, maire de Marseille nommé vice-président du conseil international, M. Theo Lefevre, ancien président du conseil belge, nommé trésorier, avec le professeur Giuseppe Petrilli, M. Molenaar et sir Edward Beddington-Behrens, de l'Exécutif international, le Mouvement Européen a, à sa tête, une équipe d'hommes actifs et compétents qui nous permettent d'espérer dans l'avènement d'une Europe en marche vers son unification et sa prospérité économique et technique.

Une Roumanie indépendante dans une Europe unie

LA REVOLUTION SILENCIEUSE

par

Nicola BACIU

« La révolution silencieuse » qui se déroule en ce moment en Roumanie fait l'admiration de l'Occident. Le détachement du bloc moscovite, après 20 ans, « le réveil national roumain », la « neutralité de Bucarest » dans le conflit sino-soviétique, la médiation roumaine dans le conflit Vietnamien, voilà tant de sujets qui alimentent, de Roumanie, la Presse Occidentale. Et cela à juste titre. L'enjeu, de ce qui se passe maintenant en Roumanie, est énorme, et d'une importance capitale pour le développement de l'Europe et pour l'équilibre des forces mondiales.

En effet c'est pour la première fois que l'Occident a l'occasion de désintégrer, par des moyens pacifiques, l'Empire Soviétique établi par la néfaste conférence de Yalta, et de récupérer pour l'Europe tous les pays de l'Europe Orientale. Cela représente 120 millions de populations, un complexe industriel qui est le 4^{me} par ordre de grandeur, après les Etats-Unis, la Russie et l'Europe Occidentale. Voilà pourquoi tous les yeux sont fixés sur la Roumanie. Voilà l'enjeu!

Car, si la Roumanie sera capable de maintenir et d'accentuer ses distances envers Moscou, et de se forger une économie capable de lui assurer son indépendance nationale, élevant substantiellement le niveau de vie de son peuple, elle sera, par son exemple, et sa position géographique, une invitation ouverte, et une attraction irrésistible pour tous les pays de l'Europe Orientale de réexaminer leurs positions envers Moscou. En d'autres mots ce sera la désintégration totale du bloc soviétique en Europe et la récupération de ces pays par cette Europe à laquelle elle appartient.

La vocation européenne de la Roumanie

Par sa situation géographique, par sa culture et sa civilisation, par sa langue et par son sang, la Roumanie a appartenu et ap-

partient à l'Europe d'hier et à celle de demain.

Sentinelle fidèle et courageuse, déjà depuis le II^e siècle, sur sa frontière de l'Est, le peuple roumain a défendu avec son corps et sa conscience « la Vieille Europe » de toutes les invasions asiatiques et leurs désastreuses conséquences. Pourquoi ce sacrifice? Parce que le peuple roumain s'est toujours considéré chair de la chair de l'Europe, sang de son sang, âme de son âme.

Son voisin slave de l'Est? Il a toujours été et il est resté un étranger brutal et expansionniste, par sa langue, sa mentalité et ses actions. Les 13 occupations russes subies par le peuple roumain, dans les 250 dernières années, en sont la preuve. Le peuple roumain est trop conscient de ce danger slave pour ne pas être sur ses gardes.

Depuis toujours, dans le passé, comme dans le présent, le peuple Roumain sait que ses 1.500 kms de frontières communes avec la Russie lui imposent une politique de bon voisinage avec cette grande puissance, mais que pour sauver son territoire, son entité et ses intérêts nationaux, il doit s'appuyer sur des amitiés européennes.

Par conséquent les perspectives de l'intégration de la Roumanie dans une Europe Unie ne peuvent qu'être les bienvenues pour ce peuple latin, tant éprouvé.

En effet, une telle intégration lui donnera l'appui matériel et moral pour sa coexistence pacifique avec les Russes, résoudra une partie de ce problème des frontières et des minorités et ouvrira une ère nouvelle de prospérité, de liberté et de vraie démocratie, pour le peuple roumain. Elle ouvrira à la Roumanie d'immenses possibilités d'échanges économiques, scientifiques et culturels, retrouvant à nouveau les amis et les liaisons desquels elle a été brutalement coupée après la deuxième Guerre mondiale.

Est-ce que cette intégration de la Roumanie dans une Europe Unie de demain, sera possible et dans quelles conditions?

« La Roumanie d'abord »
et la pression moscovite
contre cette politique

Les distances prises par le régime de Bucarest envers Moscou, dans les dernières trois années, sont une indication claire d'une nouvelle mentalité et de son désir d'une politique d'indépendance nationale qui peut se concrétiser par: « La Roumanie d'abord ».

La fierté latine a été substituée au servilisme moscovite du passé. A la « fraternité communiste » on a substitué la conscience de la souveraineté et de l'intérêt national. C'est un pas énorme et important vers l'Indépendance politique et économique de la Roumanie, qui prépare, à petits pas, mais à pas sûrs, le sentier de l'intégration de ce pays dans l'Europe Unie de demain.

Evidemment cette nouvelle politique, menée avec tant de souplesse par Bucarest, ne peut pas convenir, pour longtemps à Moscou. Elle est défiante et contagieuse. Ce n'est pas étonnant qu'elle fasse déjà des pressions économiques contre la Roumanie, et ce n'est pas étonnant que l'actuel chef de l'état, se soit plaint, il y a quelques semaines, de ces pressions économiques.

Sera-t-il possible de résister à la longue à ces pressions russes? Oui, à condition que la Roumanie soit aidée. Toute seule elle ne peut pas se défendre.

Une nouvelle politique
occidentale et européenne
pour la Roumanie

Il est évident que pour résister à la pression russe et à ses éventuelles représailles économiques, et pour préserver son indépendance nationale, la Roumanie a besoin de se forger une économie saine et forte et qui doit être, en bonne partie, indépendante du bloc communiste.

C'est ici le rôle de l'Occident et des pays européens. Il faut aider la Roumanie à rester solidement sur ses pieds, l'aider à marcher, par étapes progressives, vers une Europe unifiée, par la libéralisation de son régime actuel et par des changements successifs de sa structure.

Le résultat positif d'une telle politique, pour la Roumanie, servira d'exemple et de stimulant à tous les pays de l'Europe Orientale. Quel immense succès pour l'Europe et pour la paix du monde!

Pour une telle nouvelle politique d'essai, la Roumanie est le pays le mieux placé, pour un tel commencement, parmi tous ces pays de l'Europe Orientale.

D'origine latine, sans aucune attache d'âme ou d'esprit avec les Russes elle n'a pas de

liaison sentimentale comme celles de ses voisins slaves. Par l'expérience douloureuse de plus de vingt ans de doctrine et d'exploitation moscovite, la Roumanie n'attend que le changement et l'air frais.

Economiquement, la Roumanie a tout ce qu'il lui faut pour jouer un rôle indépendant et compétitif dans le commerce mondial. Elle n'a besoin ni de la Russie, ni du bloc communiste pour un tel rôle. Cela, parce que la Roumanie est parmi les pays privilégiés de l'Europe, elle a une économie naturelle des plus équilibrée. Elle a des richesses agricoles, minérales, pétrolières et forestières. Elle a une base industrielle moderne de premier ordre, et une main d'œuvre qualifiée avec des techniciens de premier ordre.

Mais, évidemment, il faut tenir compte, qu'à cause des Russes, la Roumanie n'a pu développer ses relations économiques qu'avec le bloc communiste et dans des conditions piteuses, imposées par des raisons politiques.

Or, pour que la Roumanie puisse assurer son indépendance politique et économique il faut qu'elle change sa balance commerciale et économique actuelle en faveur de l'Occident, et il faut bien entendu que ces échanges soient faits dans des conditions compétitives et équitables, pour qu'elle réduise peu à peu sa servitude économique actuelle, envers Moscou et le bloc communiste.

A cet effet l'Occident — surtout les pays du pacte Atlantique — doivent se mettre d'accord pour une politique unitaire, intelligente et généreuse avec des objectifs bien définis: la réduction de la dépendance économique envers Moscou; la liaison de l'économie roumaine, de plus en plus, avec l'économie européenne et celle du tiers monde l'élévation du standard de vie du peuple roumain.

Une telle politique ne peut pas être laissée au hasard de pactes bi-latéraux entre chaque pays et Bucarest, ni à l'anarchie spéculative des transactions individuelles. Elle doit être concrétisée dans une doctrine, unitaire et coordonnée, entre tous ces pays de l'Occident et appliquée à l'unisson.

Dans le cadre d'une telle nouvelle politique l'Occident doit fournir l'équipement et les machines utiles pour les usines roumaines. Il doit lui accorder des crédits à long terme et des paiements par des produits manufacturés sortis de ses usines. Il doit lui fournir des brevets et des licences pour améliorer ses produits. On doit ouvrir les marchés occidentaux, et ceux du tiers monde pour les produits roumains, à des prix compétitifs et équitables par les abaissements de tarifs douaniers.

Dans ces conditions l'Occident assurera l'indépendance de la Roumanie et préparera l'intégration de l'économie roumaine et celle de tous les pays de l'Europe Orientale

dans l'économie européenne et celle du monde libre. Ce résultat mérite cet effort concerté.

Sans cette politique unitaire et coordonnée l'évolution de l'économie roumaine sera lente et difficile.

Un plan Marshall pour la Roumanie

A part cette nouvelle politique qui doit être élaborée et exécutée, en premier lieu par les pays de l'Alliance Atlantique, les Américains doivent appliquer immédiatement un soi-disant «Plan Marshall» pour la Roumanie. Ce plan qui a magnifiquement bien réussi pour l'Europe, en amenant la prospérité et la consolidation de la démocratie, doit être répété, progressivement, pour les pays de l'Europe Orientale. Ils doivent commencer avec la Roumanie, comme pays pivot, pour une telle expérience. Les Américains sont les seuls en mesure de le faire en dépit de leur engagement dans la Guerre du Vietnam. Il faut donner au peuple roumain une aide massive en biens de consommation et en équipement pour qu'il fasse un progrès rapide et spectaculaire.

Parce que comme je l'ai dit dans un article dans «New-York Times» du 27 Octobre 1966, le résultat d'un tel plan Marshall pour la Roumanie aura par son exemple et sa réussite un effet contagieux foudroyant qui va désintégrer, sans un coup de feu ni trop d'argent tout l'empire soviétique de l'Europe de l'Est. Il sera suivi, naturellement, par l'intégration, ou adhésion, de ces pays dans une Europe unie de demain. Un tel résultat sera une bénédiction pour l'Amérique, pour l'Europe et pour la paix du monde.

De l'échange de marchandises à l'échange des idées et des hommes

En parallèle avec cette nouvelle politique économique et un plan Marshall pour la Roumanie, le régime de Bucarest doit faire une politique de libéralisation de son régime et ouvrir, grandement, ses frontières, dans les deux sens.

Cette politique d'échange des idées et des hommes doit promouvoir par tous les moyens des visites massives des étudiants, des professeurs, des techniciens et des intellectuels roumains dans tous les pays d'Occident et sans aucune intention de propagande politique. En leur facilitant la possibilité de voir comment on vit dans d'autres pays que ceux communistes on assure implicitement et irréversiblement la libéralisation du régi-

me d'aujourd'hui et on jettera les bases solides d'une vraie démocratie sociale de demain. Les si riches Fondations Américaines peuvent, et doivent, jouer un rôle capital pour une telle politique si elles se penchent et étudient ce problème avec l'intérêt qu'il mérite.

Parce que: «La libre circulation des idéaux, des idées et des pensées du monde Occidental sera dans une Roumanie indépendante et prospère le cheval de Troie au coeur de l'empire communiste de l'Europe Orientale. Il n'y a pas de régimes totalitaires qui puissent résister à la longue, à la puissance des idées, de la foi, de la liberté et de la prospérité», comme je le disais dans l'article susdit.

Un nouveau climat de libéralisation et de confiance en Roumanie

Il est bien évident que pour que l'Occident et les Américains se décident à de tels investissements matériels et moraux en Roumanie, un nouveau climat de liberté et de confiance doit être d'abord créé.

Les investissements ne se font que sur des fondations solides. A la dignité nationale, retrouvée, doit succéder la dignité humaine. L'Indépendance nationale retrouvée doit marcher main dans la main avec le respect et le maintien des droits de l'homme et de ses besoins.

Le Gouvernement de Bucarest doit créer ce nouveau climat de confiance en libéralisant, de plus en plus, son régime politique et économique, et — par des réformes progressives — en changeant, pas à pas, un système moscovite imposé, préparant ainsi la Roumanie pour son entrée, au moment opportun (qui viendra avec certitude) dans le concert des pays européen, auxquels elle appartient.

Il ne faut pas oublier que la Roumanie et l'Europe d'aujourd'hui sont deux mondes avec deux mentalités et deux structures différentes. La Roumanie de demain doit être en mesure de satisfaire, en ce qui concerne la libre circulation des marchandises et des capitaux et l'harmonisation de son économie, les exigences des pays européens, et s'entendre avec eux par le même langage et la même mentalité.

Pour cela il faut créer, non seulement, un «producteur» (la main d'oeuvre meilleur marché de l'ouvrier roumain) mais un «consommateur» roumain. En d'autres mots un roumain prospère et libre qui peut consommer à son tour et à son aise les produits européens et partager ses idées et ses idéaux.

Le rôle des exilés

Dans le cadre d'une telle nouvelle politique, de dignité et de liberté nationale, les exilés roumains peuvent, et doivent, jouer un rôle important.

Par leur expérience et leurs relations de plus de 20 ans à l'étranger, ils peuvent constituer une puissante liaison entre le monde Occidental et les intérêts permanents du peuple roumain, qu'ils ont toujours défendus et qu'ils ont toujours désiré servir.

Il n'y a pas de doute que l'intégration de la Roumanie dans une Europe unie de demain demande une période de préparation longue et sérieuse. Dans les 20 ans de « Rideau de fer » le crédit moral et matériel de la Roumanie a subi le sort de celui de Moscou, considéré comme agressif et insincère. C'est d'abord ce crédit qui doit être rétabli, pas seulement dans le pays, mais surtout en Occident. Les exilés sont les mieux placés pour le faire.

Dans la mesure dans laquelle cet exil, réorganisé et regroupé et surtout bien informé, pourrait croire dans la sincérité de l'actuel politique de Bucarest, il pourra contribuer pleinement à cette politique pour l'intérêt national roumain.

Par des échanges économiques, scientifiques et culturels, par des études et échanges d'informations, par des cours, des séminaires et des conférences, des exilés qualifiés peuvent contribuer à la préparation d'une nouvelle élite roumaine pour son rôle, dans une Europe unie. Beaucoup d'exilés se sont brillamment affirmés dans tous les domaines de l'activité humaine et peuvent partager leur capital de connaissances et expériences avec leurs compatriotes.

Oui! les exilés roumains représentent un immense capital pour le peuple roumain. Jamais, dans son histoire, il n'a eu tant des siens parmi les étrangers. Jamais, dans son passé, tant des siens n'ont appris autant que les exilés d'aujourd'hui.

Tout ce capital, tout cet immense capital, doit être, un jour, canalisé pour servir pleinement les intérêts permanents de la nation roumaine.

On a dit que la Roumanie est un pays riche; qu'il a de tout. Je dirai plutôt que la plus grande richesse de la Roumanie ce sont les Roumains, n'importe où ils se trouvent.

Voilà un but pour un exil regroupé et réorganisé: étudier l'opportunité d'une action pour une Roumanie indépendante dans l'Europe unie de demain, les conditions et le moment d'une réconciliation nationale.

TOURISME PASSEPORT POUR LA PAIX

En approuvant à l'unanimité le projet de l'Union Internationale des Organismes Officiels de Tourisme de proclamer 1967 « Année Internationale du Tourisme », l'Organisation des Nations Unies a reconnu implicitement l'importance que revêt l'activité des organisateurs de voyages internationaux en Europe et dans le monde.

Il apparaît en effet clairement que les promoteurs du tourisme international, c'est-à-dire les agents de voyages, sont les auxiliaires les plus actifs des Nations Unies dans leur action en faveur du maintien de la Paix.

Il importe de souligner que la technique du tourisme est de celles qui mettent en présence les hommes de toutes nations, à une époque de l'année en laquelle ils sont les plus réceptifs à la connaissance d'autres hommes.

Par la possibilité que donne le tourisme d'observer la vie des autres communautés humaines, bien des préjugés se reconsidèrent et bien des opinions se modifient. Les contacts humains directs étant favorables à la meilleure compréhension, les hommes apprennent ainsi à se connaître mieux, à s'apprécier et à se respecter.

Le tourisme est aussi la source enrichissante d'un véritable humanisme, car en parcourant les grandes voies internationales, l'on découvre le cheminement de l'histoire grâce à l'archéologie. A condition de s'y préparer, celui qui peut voir les choses avec les yeux de l'esprit, retrouve les chemins des grands courants de civilisation.

Car ces grands courants se retrouvent partout dans les vestiges des monuments civils et religieux des anciennes cités, ou des ruines qui en subsistent.

A cet égard, les grands voyages organisés en Europe et dans le monde, accompagnés de guides cultivés, représentent certes une forme de tourisme: la plus favorable au rapprochement des hommes. Elles créent en eux la conscience d'une origine humaine commune, surtout en Europe.

Les statistiques prouvent que le Tourisme se développe d'année en année à une cadence telle que, pour presque tous les pays, il est devenu l'industrie la plus importante. Mais cela signifie aussi que les hommes sont de moins en moins des étrangers pour les autres hommes. C'est ainsi qu'ils comprennent que l'Europe est leur patrie commune, et que le Tourisme est leur « Passeport pour la Paix ».

Joseph DE ROOVER
Membre de l'Organisation Mondiale
de la Presse Périodique.

LONDRES: les méthodes traditionnelles...

DESINTEGRER LA C.E.E = DIVISER L'EUROPE

par

S. RACOVITZE

Il n'y a aucun doute que ce que le gouvernement britannique voudrait réaliser en Europe c'est purement et simplement la désintégration du Marché Commun. Ceci résulte non seulement des manoeuvres politiques plus ou moins obscures auxquelles il se livre, mais aussi des commentaires tendancieux dans la presse, à la Radio et à la Télévision. En effet, les correspondants britanniques en Europe se voient invariablement poser la même question principale par ceux qui les interrogent pour le public: «Quelle chance y a-t-il pour que les cinq se tournent contre la France?», ou mieux encore: «Quelle chance de rupture voyez-vous à l'intérieur de la Communauté?».

Forcer une division à l'intérieur de la Communauté ou tout au moins éliminer la France

Le feu de la propagande dilatoire anti-européenne s'est concentré sur la France avec pour but unique de forcer une division à l'intérieur de la Communauté ou tout au moins d'éliminer la France. Pour ce faire, aucun moyen ne paraît dégradant: la solidarité socialiste, raciale, protestante aussi bien que la distorsion des nouvelles, y compris l'insulte directe au peuple français ou à son président, sont utilisés tout à tour.

Remplacer les colonies perdues par un " Commonwealth " européen

Pour les nombreux Britanniques amis de la France et profondément attachés au principe de « fair play », il est douloureux de se sentir en ce moment renfermés dans cette atmosphère de haine hystérique qui donne l'impression d'état de guerre. De même, il est douloureux pour un citoyen britannique d'avoir, en écrivant ces lignes, à dénoncer l'iniquité de ceux qu'il voudrait bien pouvoir disculper et défendre, s'il ne s'agissait que de faiblesses ou de simples erreurs. Mais la vérité doit être dite, quelle qu'en soit la conséquence et cette vérité, telle qu'elle apparaît aux yeux des amis de l'Europe et de la France est que le gouvernement britannique voudrait entrer dans la Communauté d'abord pour sauver un programme politique et économique en faillite et ensuite pour faire de cette Communauté son instrument de manoeuvre menant à l'hégémonie britannique, à l'abandon des objectifs politiques et à l'élimination de la France ou à son écrasement ensemble avec les autres membres sous le poids d'une influence anglo-américaine croissante. La tactique de l'exploitation des sentiments sincères d'amitié des cinq et de certains Français envers l'Angleterre est le commencement du processus d'isolation de la France qui du point de vue anglo-américain est l'élément de résistance contre toute ingérence extra-européenne dans les affaires du continent. C'est toujours la France qui de ce point de vue représente la force politique la plus décidée à maintenir les principes politiques et moraux essentiels dans la Communauté. Une fois la France éliminée ou écrasée sous le poids de l'influence extra-européenne, la Communauté resterait ce que le gouvernement britannique a toujours voulu qu'elle soit: un marché de produits destiné à renflouer l'économie britannique. C'est un peu remplacer les colonies perdues par un « commonwealth » européen dont les maîtres seraient à Londres.

A propos de la Fondation Européenne Dragan

BUTS ET UTILITE D'UNE FONDATION PRIVEE

Le ministre plénipotentiaire M. Pietro Gerbore a bien voulu adresser à M. Constantin Dragan, à propos de la Fondation Européenne Dragan, ces réflexions qui nous ont paru d'un intérêt général si vif, que nous les publions ici pour nos lecteurs.

Une *Fondation Européenne* créé par un mécène, ne peut agir, de par sa nature, que dans la sphère de *l'opinion publique* dans le but de gagner une *élite* active capable, à son tour, d'influencer les masses et donc les gouvernements. Son oeuvre est une *évangélisation* graduelle, sans montre à la main, exempte de pathos et de rhétorique, tournée vers des *butts concrets*. Les butts qui se présentent d'abord sont:

1) créer une *conscience générale des intérêts économiques* en relation avec l'unité européenne;

2) vaincre les préjugés politiques et éliminer les « *résidus* » *historiques*.

La Fondation agit donc sur deux plans: *économique et intellectuel-moral*.

Werner Sombart parlait de l'Europe comme d'une petite péninsule, placée dans un coin excentrique du globe qui prospérait en exploitant, transformant et valorisant les ressources de quatre continents. Deux guerres désastreuses qu'une conscience plus éveillée de l'unité européenne aurait évitées, ont privé notre continent de sa fonction de guide, transférée à deux *puissances extra-européennes*, dont les *directives historiques ont été et demeurent anti-européennes*. Ce furent les *jatales erreurs de l'Angleterre*: sacrifier l'Europe à la Russie pour sauver l'Inde en 1914, attirer deux fois les Etats-Unis en Europe avec fonction d'*arbitre*, vendre la moitié de l'Europe à la Russie en 1944. A ces erreurs nous mêmes et l'Angleterre ne pouvons remédier qu'en acceptant l'Europe en tant qu'unité économique et spirituelle. Aussi, une section de la Fondation, dirigée par un économiste de larges vues (tel que fut Wilhem Roepke) devrait guider un *research-team* occupé à l'étude des problèmes qui se présentent jour par jour, avec une *mentalité « européenne »*, autrement dit non pas égoïstement nationale. Aucune organisation liée par ses origines et sa nature à un milieu gouvernemental déterminé ne pourrait accomplir de telles tâches avec la même indépendance et liberté que la Fondation Dragan.

Je veux toutefois m'arrêter davantage sur le second plan de la Fondation.

Certainement nous devons nous opposer à l'*infantilisme transatlantique* qui considère l'histoire européenne comme un bain de sang permanent, causé par la convoitise et l'ambition d'hégémonie. Dans leur incapacité de penser les problèmes politiques dans les termes évolutifs de l'histoire, nos amis et alliés américains mesurent les faits au mètre arbitraire, fantaisiste qu'ils ont fabriqué. Ils voient l'histoire comme un perpétuel mélodrame où un vilain cherche à l'emporter sur un héros. Nous, au contraire, nous acceptons notre histoire et ses faits (comme l'écrivait Ranke) *wie sie waren*, tels qu'ils furent; nous nous reconnaissons leurs fils. Et nous savons aussi que l'histoire est le *privilege de l'Europe* dont les parties composantes se sont modelées et esquissées au cours des contrastes d'où sont sortis *l'art politique et les multiformes civilisations nationales*. Mais nous savons aussi que ces contrastes séculaires ont laissé des « *résidus* » (comme les appelait un cousin de ma grand-mère, Vilfredo Pareto) dans l'âme collective des peuples. *Los muertos mandan*. Ces résidus intoxiquent les esprits, obnubilent les âmes, sont la cause de malheurs en chaîne.

Les « résidus » historiques

Durant les premiers mois de 1871, Adolphe Thiers rencontra l'historien Ranke en Suisse et lui demanda contre qui — après la chute de Napoléon III — les Allemands continueraient à combattre. « Contre Louis XIV... » répondit Ranke. C'était un « résidu historique », qui prolongeait la guerre, et c'était un autre « résidu », à savoir l'inquiétude causée par la vanité gauloise et l'esprit de revanche français, qui déterminait l'annexion de l'Alsace, en tant que précaution strictement militaire.

En 1915, une minorité, agitée par des « résidus » du Risorgimento, entraîna la majori-

té dans une guerre qui aboutit à une révolution sociale et politique, et fut la préface d'une autre guerre.

Continuellement, les « résidus » explosent en controverses absurdes et intempestives, qui deviennent, à cause d'eux, insolubles.

Pourquoi l'Angleterre s'accroche-t-elle au rocher de Gibraltar à l'époque des armes atomiques, où les fusées et l'aviation ont révolutionné la stratégie classique, basée sur la domination des mers, et au moment où *le Trésor Britannique est aux abois*? Pourquoi la Russie a-t-elle voulu annexer les Etats Baltes, la Bessarabie et un gros morceau de Pologne, en poussant ainsi cette dernière vers la ligne Neisse-Oder, qui est devenue une plaie dans le flanc de l'Europe? L'Angleterre et la Russie seraient-elles plus faibles, plus menacées dans le cas où elles renonceraient à ces positions avancées? En réalité, *Londres et Moscou sont encore gouvernées par des spectres*: ceux de Guillaume III et de Catherine II.

Voilà le revers de la médaille, le côté demeuré dans l'ombre de l'histoire. Ceux qui veulent l'unité européenne doivent lutter contre ces "résidus", les renverser un par un, comme dans la nouvelle d'Oscar Wilde la famille américaine fait fuir le spectre de Canterville c'est-à-dire avec une vision claire et une formulation objective des faits.

Ententes entre érudits de tous pays

Un premier pas dans ce sens a été réalisé par les accords franco-allemands et italo-allemands pour la révision des manuels scolaires. Ces accords ne sont pas des engagements entre gouvernements mais des ententes et recommandations d'érudits, formulées dans une série de congrès. Dans la préface aux recommandations italo-germaniques (Tausend Jahre Deutsch Italiener Beziehungen, Albert Limbach Verlag, Braunschweig), l'ambassadeur Quaroni écrivait: « Pendant plus d'un siècle nous avons vécu dans l'atmosphère du nationalisme: non pas l'amour de la patrie qui est toujours un élément constructif, mais bien l'affirmation de sa propre patrie en face des autres. Si l'histoire et les historiens ont une responsabilité dans cette dégénération du nationalisme est matière à discussion: les textes d'histoire avec tant d'images déformées, sont trop peu véridiques. Il est de fait que c'est ce nationalisme qui a conduit notre Europe vers son crépuscule. Il faut récrire toute l'histoire d'Europe, spécialement l'histoire moderne et en premier lieu l'histoire pour les écoles, l'histoire pour la jeunesse. Cette histoire d'Eu-

rope est comme un torrent puissant auquel chaque peuple européen a contribué pour sa part: pour ce qui est créateur et constructif, mais aussi pour ce qui est négatif. Il n'y a aucun mérite national absolu, mais moins encore y a-t-il une faute nationale ».

Révision de l'histoire pour la jeunesse

Dans cette direction, la révision de l'histoire pour la jeunesse, s'ouvre, à la Fondation Dragan un champ immense, hautement méritoire. Elle peut se substituer aux initiatives languissantes, promouvoir cette oeuvre que les gouvernements sont lents à réaliser, soit en raison de leur paresse innée, soit en raison de leur avarice. Qu'une révision des lieux communs courants sur le rôle de l'Espagne dans l'histoire d'Italie soit urgente est évident: mais personne n'y pense, parce que l'Espagne, aujourd'hui, pour l'Italie officielle, est un sujet tabou. De même, dans les coeurs des peuples italien et grec dort une sourde hostilité qui remonte à 1054 et à la séparation des Eglises. Que de bienfaisantes initiatives pourra prendre la Fondation Dragan dans ce secteur!

Mais il ne suffit pas de penser aux générations futures: il faut corriger les erreurs déjà enracinées dans les esprits des générations actuelles. Comme nous l'avons vu, les conséquences de ces erreurs se manifestent constamment. Quand Lord Beaverbrook continuait à invectiver contre une Allemagne désarmée et mutilée, mais dont l'économie se redressait, explosaient des résidus de la jalousie commerciale qui, aux premières années du siècle, avait inspiré le livre *Made in Germany* et puissamment influé sur la politique britannique et dans les semaines qui suivirent Sarajevo. C'est à cette même jalousie qu'il faut attribuer une attitude équivoque, de nos jours, vis-à-vis de l'Allemagne communiste et de l'unification allemande. Il n'y a rien de plus difficile que de désintoxiquer une opinion publique. Sur les « résidus » qui sont cause de tant de conflits, règne la conjuration du silence. Impossible de trouver dans la presse et dans les librairies un examen absolument objectif et complet des problèmes de Chypre, Gibraltar, de la frontière Neisse-Oder. Même des quotidiens d'habitude bien informés comme le *Times* ou la *Zuercher Zeitung* ou la *Frankfurter Zeitung* hésitent à exposer toutes les raisons qui militent en faveur d'un gouvernement autoritaire et colorent leurs jugements au gré des sympathies et des antipathies prédominantes dans les pays où ils sont en vente,

Dire la vérité en toutes circonstances

Dans ce domaine également la Fondation Dragan se découvre de vastes horizons. Grâce à son indépendance, à sa situation au-dessus de la mêlée, elle peut se permettre le luxe de dire toujours et seulement la vérité en toutes circonstances. Des études consciencieuses, documentées, objectives, écrites par des hommes honnêtes et non engagés, avec simplicité et clarté, sur les questions en litige qui divisent périodiquement l'Europe, seront une précieuse contribution à son unification morale. Peut-être, au premier abord, pourront-ils se confondre avec les publications courantes et même déplaire à certains; mais avec le temps, ils finiront par s'imposer au respect de tous, grâce à leur caractère éclairé et les esprits les plus attentifs, qui lisent au moins une des principales langues, finiront par avoir recours à eux, pour avoir une information définitive.

Non moins importante que la désintoxication des âmes est la lutte contre l'apathie des esprits. Surprenante est l'indifférence universelle aujourd'hui vis-à-vis de questions qui jadis incendaient les âmes et qui n'ont rien perdu de leur actualité. L'une de ces questions concerne le Danube. Après la paix de Kuciuk Kainandji (1774) les puissances occidentales considérèrent l'embouchure de ce fleuve comme un avant-poste de la défense de l'Europe contre l'Eurasie. La guerre de Crimée fut combattue pour leur liberté et la Commission Européenne du Danube fut la sentinelle toujours en éveil contre l'avance

russe. De 1942 à 1944, ni Roosevelt, ni Churchill ne donnèrent la moindre importance à ce grand problème européen. En conséquence, aujourd'hui, l'autorité soviétique remonte le grand fleuve jusqu'à Passau, pénètre donc en plein cœur de l'Europe, sans que personne ait l'air de s'inquiéter. Secouer l'apathie des esprits sur ces grands problèmes européens peut être une autre tâche de la Fondation Dragan et le moyen le plus efficace, à ce propos, ce sont les concours et les prix. Pourquoi ne pas offrir un prix et assurer les frais de traduction et impression au livre le plus satisfaisant sur le problème du Danube?

Il n'y a rien de moins facile que d'inciter l'homme à prendre soin de ses propres intérêts. Stupéfiante est la joie avec laquelle il se jette dans les erreurs et les calamités. Aussi, la Fondation Dragan qui veut ouvrir les yeux des Européens sur les dangers qui les menacent et les possibilités de salut qui leur restent, doit-elle se préparer à remonter une pente hérissée d'obstacles.

Divulguer une erreur est facile: il suffit d'une phrase heureuse. La corriger est plus difficile parce que cette tâche demande parfois un livre entier. Néanmoins qui a les moyens nécessaires pour ne pas être essoufflé par la course contre le temps et l'indifférence, finit par l'emporter dans la bataille contre les préjugés. Qui est en mesure de financer les oeuvres de l'intelligence, d'en assurer l'impression et la traduction, d'organiser des missions scientifiques et des concours, tôt ou tard finit par former autour de soi une élite et donc un public.

Pietro Gerbore

Les travaux de

L'ASSOCIATION DES JURISTES EUROPEENS

L'Association des juristes européens que préside le professeur Roger Houin et dont l'animateur a été très longtemps le bâtonnier Rolland, a organisé les 10, 11 et 12 novembre à Rouen, en collaboration avec le British Institute of Comparative Law et l'Ordre des avocats à la cour d'appel de Rouen, un colloque consacré aux problèmes juridiques que pose une éventuelle entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

Quatre commissions ont respectivement étudié: les pro-

blèmes institutionnels, les problèmes juridictionnels, la politique agricole commune, et les transports.

Une résolution a été adoptée à la suite du rapport de synthèse du professeur Goldman et des conclusions présentées par M^e Petiti. Cette résolution demande que des commissions de travail permanentes fonctionnent sous le double patronage du British Institute of Comparative Law et de l'Association des juristes européens. Ces commissions étudieraient notam-

ment:

— l'insertion du traité et des règlements communautaires dans le système juridique britannique;

— L'autorité des décisions de la Cour de justice des Communautés au regard du droit anglais;

— L'extension de la politique commune des transports à la navigation maritime et aérienne;

— La classification des aides à l'agriculture et leur compatibilité avec les traités de Rome.

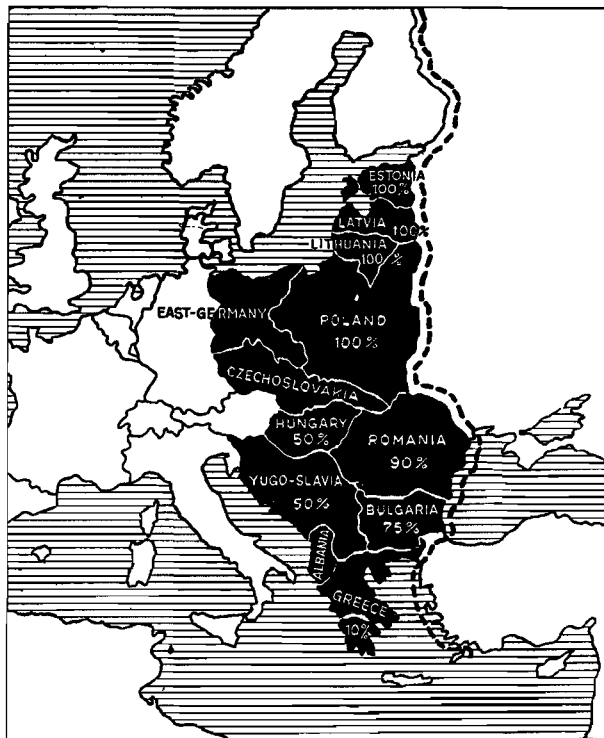
number 1

europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW « BULLETIN EUROPEEN »

ROME

JANUARY 1968



A PLAN FOR A EUROPEAN CONFEDERATION

A great deal is being written these days, about a German "secret plan" for a European Confederation. The author of this plan is said to be the diplomat Klaus Bloemer, according to certain revelations originating with the French journalist Kleber, the editor of Paris-Match.

What exactly does this plan consist of?

Bloemer, foreign policy adviser of Finance Minister Strauss is supposed to have drawn up plans for a "Confederation" to include, first the countries of western Europe, then at a later stage those of eastern Europe, that is, those states at present behind the iron curtain—with the exception of the USSR, considered by Bloemer as a "Euro-Asiatic" country.

The plan would begin with the political unification of France and Germany (already proposed by France). The other Common Market countries would form part of this union from the beginning, and it would be realized by 1989. However, a spokesman for the Bonn government has already defined Bloemer's ideas as "fantastic and unrealistic".

Without going into the particulars of this secret German plan, we would say that, at first glance, there does not seem to us to be anything fantastic, unreal, and above all "secret" about the ideas of this German diplomat.

In fact, all the speeches and invitations to Union extended by another German, slightly more famous than Mr. Bloemer, were much more precise and clear in this regard. We are referring to that great Chancellor, Konrad Adenauer, who saw nothing impossible in the idea that the countries from beyond the Iron Curtain should join the Europe of the Six (of course

after all the necessary negotiations, discussions compromises and sacrifices on both sides), nor was this to take place gradually over a period of some twenty years, but "as soon as possible".

The countries of the East, ceded by Winston Churchill to Soviet "dominion" on Oct. 9, 1944 in Moscow, are much more European than England herself. Their place is in the European continent and the western world, with whom they desire to establish relations in all fields, from the cultural to the economic.

It is clear that at least in the first stages each of the states forming this united Europe will have to conserve their specific national characteristics, which differ considerably from country to country.

What is important today is whether a certain social and economic equilibrium has been reached in the countries belonging to the Europe of the Six, and whether there is a common desire for social reform, a common respect for liberty, for the rights of man, and a recognition of just national aspirations in Eastern Europe.

Moreover, it must always be remembered that the countries of Eastern Europe are not Communist, nor was it their wish that Russia and Marxism be implanted on their national territories. All this was imposed on them by the will of the western powers.

Today, to recreate Europe, the Europe of 414 000 000 inhabitants extending from Brest to Bucharest, we need a vigorous political realism and a great deal of good will on all sides. Once Russia (being an « asiatic » and not a « euro-asiatic » power, as Bloemer calls her) is excluded, then such a union would be eminently possible. Not for 1989 either, but much sooner.

H. R.

THE COUNTRIES OF EASTERN EUROPE AND THE COMECON

POLITICAL DIFFICULTIES AND ECONOMIC CONTRAST

The Italian newspaper «Corriere della Sera» of Milan, in a special article from its foreign correspondent in Moscow, Pietro Sormani, gives a detailed and well-documented account of the Comecon and the relations between the USSR and the countries of Eastern Europe. Here, in essence, is the present state of affairs:

• A new modern building, all glass and cement, is springing up on the banks of the Moscow River facing the Stalinian-styled Ukraine Hotel. It represents a commitment and a hope for the future, for it was built to house the headquarters of the Comecon, the Council for Mutual Economic Assistance, founded in 1949 by the nations of East Europe.

With that predilection for symbol that distinguishes the Communist régime, the Soviets de-

sire that even the exterior appearance of this new building should express that international cooperation which is to be realized within the community itself. Consequently, the reinforced concrete structure has been provided by the USSR, the panes of glass covering the façade by Czechoslovakia, the office furnishings by Romania, the telephone system by East Germany, and so on.

The building is not yet finished, so we do not yet know what the results of this joint experiment will be like, from an aesthetic point of view. From the political point of view however, it merely indicates an intention, for cooperation within the Comecon is still in a very rudimentary phase, and the little that has been realized to date threatens to collapse under the impact of certain contrasts which, with the passage of time, seem to grow more and more serious.

Contrast among the countries of the Comecon

For it is only a few days since the Romanian communist leader Ceausescu denounced those countries which have not respected their agreements—a reference to the Soviet Union.

Is the new building of the Comecon destined therefore to meet the same end as that of the Commonwealth inaugurated but a few years ago in London, just when the British Commonwealth of Nations was in the process of disintegrating? Probably such a judgement would be

too pessimistic, or at least premature. No parallel can really be drawn between the two associations, because of their diverse character, and more important, because of the difference in political importance between the two guiding countries in relation to the respective countries making up the two associations. For the position of the Soviet Union in relation to the other countries of the Comecon is so preponderant that this association is destined to exist so long as Moscow deem it opportune.

The Comecon as an instrument of soviet control in Europe

The interest of the USSR in the Comecon is of a political nature. She also derives certain economic advantages from the association, but is obliged to pay for them with certain important concessions. If the Russians are disposed to accept this sacrifice—a sacrifice of which they continually remind the other countries—it is because the existence of the Comecon permits them to exercise control and pressure on eastern Europe. If it were not for the Comecon, the centrifugal movement of the countries of the Soviet bloc would be much more marked. Viceversa, the interests of the other countries

of the Comecon in keeping the association alive are of an economic nature. Although most of them have tried to diversify their trade (in the case of Romania fifty percent of her trade is directed to the West), they still depend on the Soviet Union to supply them with the raw materials necessary for their industrial development. This is a cause of continual friction. One of the reasons for Ceausescu's recent outburst is the delay in Soviet deliveries of iron for the gigantic steel complex of Galati. For the moment however, there is no alternative.

The Comecon therefore is a reality which the

USSR and the other countries of eastern Europe have to bargain with. No one seriously wants to see it dissolved, but all wish to see it modified in one way or another, for the present situation is generally unsatisfactory. Trade between the members of the community is slowing down. The annual increment which in the five

year period 1950-55 was 13.6 percent has declined ten years later to 8.8 percent. This decline reflects a similar fall in industrial production, the annual increment of which has declined in the two periods under consideration from 9.5 percent to 5.8 percent (in Czechoslovakia in 1963 it fell to below zero).

Contrasts among the countries of the Comecon

This phenomenon can be partly accounted for in the greater economic «maturity» of the system. But the real causes lie elsewhere. Fundamentally there is a real difficulty in integrating countries with very different levels of economic and technical development. It is sufficient in this connection to cite the differences that must necessarily exist between a Czechoslovakia that has a long industrial tradition behind her, and an agricultural country like Bulgaria, or one like Romania that has just begun to affront the problem of industrialization. The statistics speak volumes. In spite of the present political crisis, the per capita income in Czechoslovakia is three and one half times greater than that of Bulgaria.

This problem of the different levels of economic development is tied to the very nature of the Comecon. Other problems derive from the particular structure that the member countries have imposed on this association. The most

important is the problem of prices, which is at the center of the current polemics. This was frankly recognized in the course of a press conference held in Moscow last September by no less a personage than the Vice-Secretary of the Comecon, Zheliazov, a conference about which the Soviet press has been extremely reluctant to reveal particulars.

Grosso modo, trade within the community can be summed up as follows: the Soviet Union exports to the other countries raw material, and imports from them semi-finished or finished products. Prices are fixed on the basis of those obtaining internationally. But while prices of raw materials have fallen in the world market, those of manufactured products have risen, thus creating a situation unfavorable to the Soviet Union. Hence her more and more urgent requests for increases in the price of raw materials (and agricultural products). Moscow has even threatened to block further exports.

High prices for communist countries and low prices for the west

The other countries of the Comecon, particularly Hungary and Czechoslovakia, do not accept the Soviet view of the situation, and accuse the USSR of selling certain raw materials, like petroleum, to capitalist countries at lower prices than those applied within the community itself. The Soviet Union's reply is that the cost of transport from the Urals or from Siberia considerably affects prices (in the case of iron ore, for example, it represents 35 percent). Moreover it is claimed that the price of finished products imported from the other countries of the Comecon is higher than those prevailing on the world market. Therefore the USSR has invited the other member countries to grant her credits to build new plant and improve plant and equipment already in existence, in order to reduce costs. All except Romania have yielded to the Soviet point of view, and granted loans at extremely low interest rates, repayable in kind.



«Have you ever read 'An American Tragedy'?»
Urzica (Bucharest), July 15, 1967

« Socialist prices »

The problem of prices and their determination lies at the heart of the troubles of the Comecon and involves a series of other problems which would require too much space to go into here. The present system satisfies neither the economists, who are obliged to resort to empirical calculations to adapt « capitalist » prices to the conditions of the Comecon, nor the ideological purists who hate to have to admit that the socialist camp is incapable of drawing up its own price structure. In 1959 the economist Ostravitanov suggested that the association should change over to « socialist prices » without, however, specifying how these were to be calculated. This idea has been taken up once again in the last few years, and it seems that it will be adopted for the future, limited, though, to agricultural products and the manufactures of certain specialized industries, or applied to the production of individual countries.

Even at this late date it is still not clear how these « socialist prices » are to be determined. A western economist has remarked that the countries making up the Comecon will of necessity be forced to refer to world prices. He goes on to add jokingly that, should socialism succeed in conquering the globe, it will then be necessary for it to leave one country with a capitalist régime in order to know the real level of prices! The fact is that not even inside the Soviet Union itself is there a precise and rational criterion for calculating prices. These can only be arrived at by adopting the laws of the self-regulating free market. Also for this reason Czechoslovakia, Hungary and other countries are insisting on the introduction, or where they already exist, on the extension, of reforms to internal price structures. This is a step which sooner or later, perhaps sooner than one might imagine, the Soviet Union will be obliged to take.

The destiny of the Comecon

The future of the Comecon is tied to the success of economic reforms already in force or on the point of being adopted (Romania) in all the countries involved. Will these favour the process of integration or hinder it? Will the greater autonomy of the individual plant and its dependence on the profit motive not force it to seek more profitable trade contacts outside the Comecon, or within this community itself, but in directions contrary to those laid down from above? Will the freeing of prices not reveal the backward situation existing in the various single countries of the Comecon and in the who-

le community, in comparison with the western world? It is fears such as these, not confessed openly of course, but evident enough, that haunt the socialist economists.

Their hope, however, is that, when the effect of these reforms become fully operative, the process of integration within the Comecon will have advanced to a degree such as to be irreversible. This is the explanation of the activity of the last few years in the socialist camp. Industrial specialization is increasing at a constantly growing rate, and individual plants are becoming more and more specialized as time goes on. The coordination of the planning of each country, which in 1960 did not even exist, and which in the course of the present five year period is still being carried out on plans already drawn up in each individual country, will in future be effected at the stage of the elaboration of these plans, rather than after they are already completed. At the same time meetings, conferences, and studies of one sort and another follow one another at an ever increasing tempo. But all this activity cannot hide the imponderables which hang heavy over the Comecon. The new headquarters on the Moscow River will be inaugurated within the next few months in an atmosphere of uncertainty. It may well become the centre of a live and dynamic community; on the other hand it may prove to be the useless head of a rickety body. This would indeed be an ironic destiny for one of the most beautiful buildings in Moscow.



West German Chancellor Kiesinger's desire for an escape clause cuts the heart out of the US-USSR non-proliferation draft agreement.

Neues Deutschland (East Berlin), Sept. 1967

ALBANIA

The first electronics plant

The opening of a new plant in Durres marked the first step in the government's plan to build an Albanian electronics industry. The plant is now engaged in mass production of radios and electronic instruments, and will soon begin turning out television sets.

According to Zeri i Rinise (July 15), one of the radio models, which has three wave bands and can "compete successfully with imported models," will be "mass-produced." In addition, the plant has begun production of battery-powered radios for sale in "villages without electricity". Preliminary production plans for 1968 call for an output of 4,100 tube sets and another 500 transistor sets.

In discussing the new industry, Zeri i Rinise quoted party chief Hoxha's remarks during a visit to the plant in February. Hoxha stressed the need for top-quality production both esthetically and technically to satisfy growing consumer demands. He also called for immediate steps to insure the employment of young women in the plant. This was in line with his current campaign to bring about the "further emancipa-

tion" of Albanian women so that they can take their place in developing the economy.

Party organs also placed emphasis on the development of the electric power industry, regarded as the key to the nation's industrialization program. The June issue of *Ekonomia Popullore* described the new Vau i Dejes hydroelectric power plant, which is being constructed on the Drin River and is being touted as the largest industrial project ever undertaken by the country. The periodical said that, on the basis of preliminary plans, the plant will have a power capacity of 225 thousand kw. Production, following the first phase, is scheduled to amount to 720 million kw; and after completion of the second hydroelectric plant on the same river, the combined electric power production is to reach 1.1 billion kwh. "Any comment on these figures", the periodical said, "is superfluous".

The first phase of construction is scheduled for completion in the early 1970s, which will probably mark the beginning of a new big push towards industrialization. In 1965, Albania's total electric power production was 342 million kwh; present capacity is estimated at 450 million kwh.

Income taxes reduced

The People's Assembly adopted a new tax law on July 19, which will bring direct state revenues from individual income this year to a new low of 1.4 percent of the total receipts. For 1960, the comparable figure was 2.6 percent, and for 1955, 8.1. The reduction, running contrary to practices being followed by the other east European communist governments, will affect about 200,000 persons employed mainly in the socialized sector. All workers and employees earning less than 680 leks per month will no longer pay any income tax; the tax on income from private plots owned by farmers in mountainous regions has also been abolished. This latter concession may have been intended as partial compensation for the farmers' loss of income following recent measures to reduce the size of these plots.

For workers and employees with incomes above 680 leks per month, taxes have been reduced. The total saving is estimated at 26 million leks. If the cuts in consumer goods prices announced last April are also taken into account, the total annual savings is expected to be 90 million leks.

In reporting to the Assembly on the new law, Finance Minister Aleks Verli noted that one of the original purposes of the direct income tax was to discourage development of private sectors of the economy. "By a number of measures", he said, "our authorities have struck primarily at the economic basis of the bourgeoisie, at private property, and at capitalist tendencies to enrich oneself." (Zeri i Popullit).



Comment on recent reduction of the work week in East Germany.

Neues Deutschland (East Berlin), August 26, 1967

B U L G A R I A

Bulgarian - East German friendship treaty

The first 20-year friendship, cooperation and mutual aid treaty between Bulgaria and East Germany was signed in Sofia on September 7 and officially called an answer to the renewed "threat" of imperialism and militarism in West Germany.

According to the pact, West German "military and revanchist powers" have striven to "forcefully change the borders established in Europe after World War II". The pact provides for joint military defense between the countries against any "imperialist, militarist and revanchist" aggression. It also offers a guarantee of the inviolability of the borders of the two German states. The parties, the agreement states, "consider West Berlin an independent political entity" and "believe that a settlement of the German question should be based on the recognition of the existence of two sovereign German states" and that normalization of relations between them would be in the interest of European security.

On his return, Ulbricht said that the establishment of normal state and diplomatic relations between the Warsaw Pact countries and the West German Federal Republic would be enhanced if NATO countries and neutral states, such as Sweden, would establish normal economic and diplomatic relations with East Germany. (ADN).

Other international provisions of the treaty called for cooperation toward peaceful coexistence, general and complete disarmament, creation of an effective European security system and abolition of colonialism, neo-colonialism and racial discrimination. The economic provisions of the treaty provided for coordination of national economic plans and specialization and cooperation in production. Other clauses envisioned the strengthening of cooperation in the fields of science, the arts, culture, education, health, media, physical culture and tourism (Neues Deutschland).

Discussing the treaty, Zhivkov said that "it expresses our decision to defend peace in Europe, to strengthen the power of our defense organization, the Warsaw Pact, to help resist everyone who intends to infringe the sovereignty of our states... and to block the road of West German forces which are trying to change the borders in Europe by force and to swallow the GDR". The treaty, he further pointed out, will strengthen the growing economic cooperation between the two countries.

Zhivkov reported that the goods exchange between Bulgaria and East Germany amounted to 154 million rubles in 1966, 17 times higher than in 1950. The protocol on trade in 1967 foresees

an exchange amounting to about 217 million rubles, a 36 percent rise over 1966. (Radio Sofia).

Danish visit

Jens Otto Krag made the first official visit of a Danish premier to Bulgaria, August 31 to September 4, concluding a new agreement on economic, industrial and technical progress that provides for an exchange of specialists and scientific documents. Another agreement, effective January 1968, will abolish visa requirements between the two countries.

Talks on international problems between Krag and Bulgarian Foreign Minister Bashev were devoted primarily to European security. A communiqué issued on September 4 said that the two leaders agreed that there was a relaxation of tensions between the European states and endorsed the "usefulness" of a conference devoted to European security and cooperation. The communiqué expressed "satisfaction" about economic and cultural ties and tourism. It also announced that Zhivkov has accepted an invitation to visit Denmark in March 1968. (Rabotnicheskio Delo).

BTA reported that the goods exchange between Bulgaria and Denmark currently amounted to \$3.8 million compared to \$611,111 in 1950. Bulgarian exports to Denmark include grapes, peaches, tomato puree, tobacco, canned foodstuffs, pulps, cotton, carpets, machinery-lathes and drilling machines. Imports consist chiefly of equipment for ships, spare parts for the chemical industry, equipment for the food industry, medicines, livestock, medical equipment and instrumentation. Concerning tourism, BTA reported that in 1966 some 5,000 Danes took holidays along the Bulgarian Black Sea coast.

Unrest among the Turks

Unrest seemed manifest among the Turkish minority in Bulgaria, who hoped to return to their homeland. According to an editorial in Ludogorska Pravda, the district paper of Razgrad (one of the largest Turkish areas), large numbers of Turks from the villages in the district were crowding the streets outside photographic shops while waiting to have their pictures taken for emigration documents. Rumors were spread that a limited number of application forms for emigration were available at the militia and only those who managed to apply first would be allowed to leave. A number of would-be emigrants have stopped working. Others were reportedly planning to keep their children out of school to await their clearance.

What was behind the unrest? In February an official announcement said that a Bulgarian-Turkish delegation had reached agreement on prob-

lems connected with the emigration of Bulgarian citizens of Turkish origin whose close relatives had been repatriated to Turkey. Again, a communiqué issued at the time of Turkish Foreign Minister Caglayangil's visit to Bulgaria on May 31 said that repatriation problems had been discussed and would be settled by the experts.

About detained Germans

The government issued an official statement to counter widespread criticism in the West German press of Bulgaria's detention of West German citizens. BTA after referring to Bulgaria's increasing significance as a foreign tourist attraction, depicted West German nervousness as "a deliberate campaign" aimed at "spreading slander against Bulgaria, misleading, discouraging and dissuading those who have not yet visited the country".

The press agency said that some 80,000 nationals of West Germany had spent summer holidays in Bulgaria in 1967 and "behaved correctly, beyond reproach", while a "negligible number, nine persons, had committed premeditated and flagrant crimes". These nine persons reportedly either forged documents or smuggled arms or people.

Sofia officials reported on August 22 that one of the detained West Germans, the coach of a soccer team, Ludwig Kolb, had been released and no further legal steps would be taken against him. The arrest of Kolb on July 31, followed by the arrest of two teachers, caused anxiety in West Germany which increased when several West Germans were detained in other east European countries. The reason given for their detention was "helping East German citizens to escape."

The released teachers said that at least 40 West Germans were being held in Bulgarian prisons. An official statement by Bonn's chief press officer von Hase on August 18 disclosed that the number of West Germans imprisoned was 11.

Juvenile delinquency control

According to the Central Commission for Juvenile Delinquency Control, the primary cause of delinquency in Bulgaria is poor supervision by parents. Adventurism and dissolute companions were also cited as contributory causes. Statistics reported by the Commission showed that only 25 percent of the delinquents were prosecuted. The rest were sent to boarding schools, which have the same curriculum as regular schools, with added emphasis on vocational training. About 90 percent of delinquent youth have been successfully re-educated.

The Central Commission, set up in 1958, offers psychological assistance to problem children who are in danger of becoming delinquent. Some 360 regional commissions have been organized in the district and municipal councils

of larger towns and villages. In 1962 reception and distribution centers in Sofia, Plovdiv and Gorna Orahovista were opened to give guidance to youth offenders and their parents. (BTA).

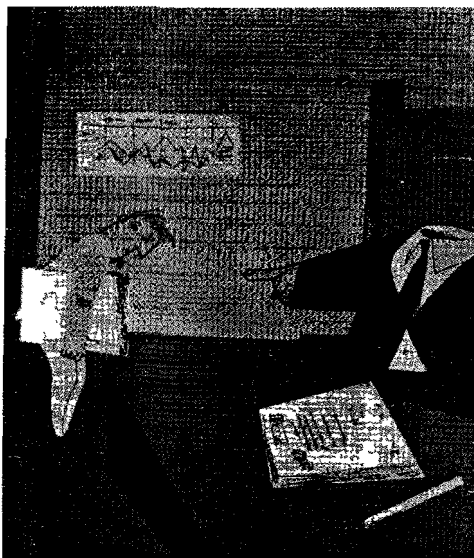
Unofficial business

State automobiles were being used for unofficial purposes, resulting in the "squandering" of public monies. To counteract such inefficiency and waste, the Central Committee and the Council of Ministers issued a decree on July 31 stating that official cars may be used only by members of the government and a limited group of official personalities. Others may use their private cars or taxis for official purposes. (Rabotnicheskio Delo).

Pact with North Vietnam

North Vietnamese Deputy Premier Le Than Nghi made an official visit to Bulgaria, August 26-30, his fourth in two years. Rabotnicheskio Delo reported that agreements were signed providing for free economic and military aid to North Vietnam for 1968, long-term, interest-free credit for the supply of equipment for industrial projects in the 1968-70 period, and an interest-free credit for the supply of goods in 1968. A 1968 trade and payments agreement was also signed.

The visit of Le Than Nghi followed the visit to Sofia of a Vietnamese delegation for scientific-technical cooperation headed by Deputy Chairman of the State Planning Committee Dang Thi.



«Mark my words or you'll pay with your head!»
Urzica (Bucharest), July 31, 1967

Agreements abroad

Following the first joint session of the Bulgarian-Iranian economic commission, a protocol was signed in Sofia on August 16 providing for increased cooperation in the industrial, electrification and rural economic spheres. (Radio Sofia).

A protocol for Bulgarian-Sudanese cooperation in trade, construction and financing of industrial

projects, joint agricultural and livestock breeding and scientific-technical cooperation was signed in Khartoum, August 7. Radio Sofia (August 7) reported that the President of Sudan and Minister of Defense would visit Bulgaria within the next two months.

Syrian Minister of Petroleum, Electricity and Industrial Projects Asad Taqla had talks with Bulgarian party chief Todor Zhivkov on "problems of mutual interest", Radio Sofia reported.

Italo - Romanian relations

MAURER AND MANESCU IN ROME

The Two-Day visit which Romania's premier and foreign minister has been paying to Rome marks another useful stage in the gradual process of detente which is taking place as both

ship. In Romania's case, such bilateral contacts are somewhat easier and potentially more fruitful. For she is the Iron Curtain bloc's unashamed rebel who has openly declared her intention of looking westward to consolidate her political and economic position.

In recent months, Romania has courageously forged ahead with a policy of independence from Moscow. She is in the vanguard of those Communist nations who believe that each country must go its own road to a large extent.

Romania is showing a much more realistic approach to world problems than any of its East bloc partners. And in that sense its "bridge-building" toward the West is likely to find a more favorable response in Italy than in either Germany or France.

Italy wants to collaborate with Romania for the simple and commonsense reason that business can be done, goods can be sold, the interests of both nations can be served—and, at the same time, the cause of international peace can be helped along.

Both nations have serious and constructive things to say to each other. Trade between them is flourishing. Last year it amounted to the impressive total of 100 billion lire. Italy has now

become Romania's No. 2 trading partner in the West, after the Federal Republic of Germany. And it is estimated that this year the trade volume between both nations will soar to 170 billion lire. The recent agreement under which a giant Italian company will build a plant in Romania underlines the glittering potential which the future holds.

The increasingly close relations between Italy and Romania will doubtless receive another boost when President Saragat makes a state visit to Bucharest.

Such contacts as these are slowly but surely eliminating the rigid and clearly marked divisions of the Cold War. Italy remains a loyal partner of NATO. And, despite its go-it-alone ideas, Romania stays in the Warsaw Pact. But the changing international climate has meant that the existence of these alliances does not stop nations in both camps from doing profitable business with each other.

Romania, too, is showing her less adventurous Iron Curtain partners that being a Communist-ruled state certainly does not—or should not—entail a self-debating subordination of its national interests.



Ion Gheorghe Maurer
Romania's Premier

East and West try to arrive at some soft of working relation-

Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

Une toute petite voix

Récemment, M. Jeremy Thorpe, le chef du parti libéral en désintégration, a exprimé son inquiétude quant aux manoeuvres du gouvernement britannique destinées à diviser les membres de la Communauté. Selon M. Thorpe, le gouvernement britannique ne devrait rien faire pour provoquer la division voire la désintégration de la Communauté. Il a recommandé un changement de tactique, un plan politique et économique de longue durée qui mènerait à l'entrée de l'Angleterre dans la Communauté dans un avenir plus lointain lorsque les objections d'aujourd'hui ne seraient plus possibles. Une toute petite voix, mais il faut reconnaître qu'elle prouve que la manie européenne de M. Wilson n'a pas encore gagné tout le monde à Westminster. De plus en plus les gens dans la rue se demandent où le gouvernement veut en arriver avec sa campagne de haine contre la France et de division des Six. Les gens gardent l'impression nette que c'est plutôt la destruction du Marché Commun que M. Wilson cherche, car s'il en était autrement, comment compte-il entrer dans une Communauté d'où il voudrait forcer la France à se retirer ou que, de toute façon, il s'efforce à diviser?

A propos d'autres voix, mais...

Personne en Angleterre et même à l'étranger ne doit croire les prophètes de malheur. L'économie britannique a enfin franchi le cap de la crise grâce au clairvoyant gouvernement travailliste qui veille jour et nuit sur les intérêts du peuple et pas du tout sur ceux des « gnomes » de la finance internationale. En effet, cette finance en ligue avec les dictateurs qui s'entêtent à vivre (vous savez qui), vient d'échouer dans sa tentative d'amoindrir l'Angleterre. Elle n'a été capable d'imposer ni conditions ni limites au prêt qu'elle s'est vue forcée d'accorder au gouvernement Wilson afin de sauver l'économie mondiale.

Seulement, voici qu'il y a des prophètes de malheur, des éléments qui n'ont pas encore été supprimés de la vie anglaise. Heureusement ces éléments ne sont pas du tout importants et par conséquent, le peuple com-

me d'ailleurs nos amis en Europe, ne les écouteront pas. Qui pourrait prendre au sérieux, par exemple, la publication « Director », organe officiel de l'Institut des Directeurs de Grande-Bretagne, institut qui ne groupe, après tout, que la totalité des grands industriels du pays? Ce « Director », nous apprend en effet, que nous allons « *droit vers une autre crise, à moins que le gouvernement ne donne des signes qu'il a saisi la vérité quant à sa mauvaise gestion des affaires jusqu'ici et la vérité sur ce dont l'économie a besoin* ».

Oui, en effet, qui sont ces messieurs de l'Institut des Directeurs et qu'est-ce qu'ils savent sur l'économie socialiste de M. Wilson?

M. Aubrey Jones, président de la Commission des Prix et Revenus, un autre prophète de malheur, nous annonce aussi une autre crise et même pis, à moins que le gouvernement... etc. etc. Lui aussi vient de tirer une cloche d'alarme, mais qui est-il après tout? Il n'est que le président de la Commission des Prix et Revenus du pays, l'homme si bien placé pour comprendre tout sauf la politique économique socialiste. Et c'est pourquoi, les industriels, les grands fonctionnaires des commissions économiques et tous ceux qui s'aviseraient de douter de la possibilité de faire du socialisme avec l'argent d'emprunt, ne sont que des prophètes de malheur et leurs avertissements des... bavardages anti-britanniques. C'est ainsi qu'il faut voir ici, aussi bien qu'à l'étranger, car autrement, le leader bien-aimé, pourrait trouver que l'on a de l'« Anti-British bias ».

A bon entendeur!

Wer Ohren hat, soll hören!

Lors du discours prononcé en français à Bruxelles par Lord Chalfont, le « Sunday Telegraph » de la semaine informait, non sans admiration, ses lecteurs de la réponse que l'éminent Lord avait faite aux journalistes britanniques qui lui ont demandé pourquoi il avait choisi le français comme langue d'expression. Selon le journal, Lord Chalfont aurait expliqué que pour le moment il sied de s'exprimer en français, mais lorsque la Grande-Bretagne sera membre de la Communau-

té ce sera l'anglais qui deviendra la langue de communication pour tous.

Vieille légende nazie anti-française dans "The Observer Review"

On se rappelle que la propagande nazie voulait présenter la France comme un pays décadent dont les moeurs et la moralité étaient absolument détraquées. Tant d'année après les sinistres élucubrations nazies, voici que le thème est repris par « The Observer Review » de 3 décembre 1967 à propos d'une stupide controverse entre la revue française « ELLE » et le magazine féminin d'Angleterre « Woman's Own ».

Un certain chroniqueur de « Woman's Own » a cédé une partie de ses colonnes à des femmes mariées pour la correspondance. Dans cette correspondance, le chroniqueur paraît avoir reçu des lettres dans lesquelles des femmes mariées confessent avoir trompé leurs maris en secret sans troubler la paix familiale et se sentent ainsi plus heureuses dans leur vie de ménagères.

La revue française « ELLE » a réagi promptement en condamnant pour ses lectrices l'encouragement d'une pareille philosophie. En essence, « ELLE » a affirmé qu'en 1967 les femmes françaises se marient par amour et a conclu avec la phrase: « La légalité ne gèle plus le sang ».

A la suite de cet échange de feux « The Observer Review » prend la liberté de commenter en commençant de la façon suivante:

« Maintenant les Français se tournent contre nous dans le seul domaine où nous leur reconnaitrions volontiers la maîtrise et l'expérience supérieures: l'adultère ».

La conclusion du commentaire ne manque pas bien entendu de mentionner le Général De Gaulle en montrant que sous son égide, la France devient beaucoup plus « vaine », « hypocrite » et « conformiste ». Indirectement, le journal reconnaît au moins au Général De Gaulle le mérite d'avoir supprimé la religion de l'adultère dont la propagande nazie accusait la France il y a des années.

Tout ce que l'on peut ajouter à cet incident de mauvais goût c'est que dans les cercles responsables de la presse britannique, à l'heure où l'on prétend s'orienter vers l'Europe, on croit encore à la propagande nazie sur la religion de l'adultère en France; ceci d'un côté, mais d'un autre côté, on s'aperçoit qu'aux yeux de la presse britannique d'aujourd'hui, croire à l'amour conjugal, à la famille et au respect du foyer, c'est être « fat », « hypocrite » et « conformiste ». C'est probablement une partie de la dot avec laquelle l'Angleterre de M. Wilson voudrait entrer dans la Communauté européenne.

L'heure de l'anti-Europe à la B.B.C.

Samedi le 9 décembre, le correspondant diplomatique de la B.B.C., Christopher Serple, a servi aux auditeurs de la Grande Bretagne une excellente tirade anti-européenne. Selon lui, la vision de la nouvelle Europe n'est encore qu'au stade de l'illustration sur la couverture d'un magazine de luxe: les profils superposés d'un jeune homme et d'une jeune fille, les cheveux au vent et les yeux fixés sur un avenir lointain.

Selon Christopher Serple la vérité est tout autre: la pauvreté encore visible sur les visages et les vêtements des gens qui déambulent tristement dans les rues des grandes villes des Six pays de la Communauté témoigne la misère. Ces gens interrogent des yeux la malchance et la frustration. La ville de Rome acculée à la banqueroute, est couverte de détritrus, cependant que la police neerlandaise lui apparaît « impitoyable » et « violente » (ruthless and violent). Quant à la Belgique, Christopher Serple la voit encore dans le Moyen-Age, car sa nation est déchirée par la guerre des langues entre Flamands et Wallons. Selon ce correspondant diplomatique de la B.B.C., envoyé en Europe, pour chercher ce qui pourrait unir (ou désunir?) son pays au continent, la Communauté européenne devrait accueillir la Grande-Bretagne qui lui apporterait l'enseignement de la justice sociale, de la concorde entre les races, d'une police humanitaire, en somme, d'une dignité et d'une civilisation qui lui manquent, paraît-il. La muflerie se passe de tout commentaire.

Les Britanniques de couleur à l'ordre du jour...

Le nombre d'immigrants officiellement connu en Angleterre jusqu'à présent dépasse déjà le million et beaucoup de régions urbaines sont en pleine voie de transformation. L'inquiétude de la nation est reflétée par M. Enoch Powell, porte-parole de l'opposition pour la Défense et député de South Wolverhampton. En décembre dernier, M. Powell a adressé à l'assemblée annuelle des Conservateurs de sa circonscription électorale, une relation concernant l'arrivée massive des immigrants de couleur en Angleterre. M. Powell qui est à l'heure actuelle le leader le plus populaire de l'opposition, a affirmé ce que l'on pourrait appeler le durcissement de l'attitude de son parti face à la politique du gouvernement, qui tend à transformer l'Angleterre en un pays multiracial.

Le Daily Telegraph du 9 décembre cite ses déclarations à ce sujet :

« Quelle que soit la mesure de mauvaise interprétation, d'abus ou d'impopularité, le Parti Conservateur, mes collègues et moi-même, ne serons pas empêchés de proclamer les impératifs du sens commun et de la raison ».

Dans son discours, M. Powell a montré que dans les conditions de la loi présente, 50.000 immigrants de couleur, la plupart en dessous de 16 ans s'ajoutent chaque année, comme membres dépendants de famille, aux immigrants déjà acceptés avec permis de travail. Il a montré aussi que cette invasion d'immigrants a transformé pour beaucoup de Britanniques « *les circonstances dans lesquelles ils vivent et dans lesquelles ils s'attendaient à vivre pour le restant de leurs jours* ».

La plupart des Britanniques partagent l'inquiétude exprimée par M. Powell et beaucoup voient dans le malaise qui domine la société anglaise en proie à cet afflux d'immigrants, la source des troubles raciaux de demain.

Pour des raisons inconnues encore au peuple, le gouvernement travailliste s'entête à proclamer à toute occasion le caractère multiracial du Royaume-Uni. Les européens de ce pays voient déjà les difficultés que l'Angleterre aurait pour imposer ces Britanniques spéciaux au système de libre circulation de la main d'oeuvre dans la Communauté européenne, au cas où l'Angleterre deviendrait membre de cette Communauté ou au cas où la Communauté résisterait aux manoeuvres de désintégration auxquelles le gouvernement britannique se livre.

Le comble du bien-être

Le magazine « Law Guardian » est en mesure d'offrir encore une leçon de bien-être à la Communauté européenne qui devrait se hâter d'en tirer profit le plus tôt possible. Dans le numéro de décembre, M. Dennis Gordon et M. Phillip Gaudin, ses éditeurs, sont les promoteurs d'une innovation qui serait de nature à porter le bien-être à son comble. Quand un mariage est défait, disent ces éminents éditeurs, « *il n'y a simplement pas assez d'argent disponible pour maintenir deux épouses et peut-être deux familles* ».

Les éditeurs nous proposent donc le remède de l'assurance contre la rupture du mariage. Rien de plus « business like », on dirait, mais il n'en est rien, car ces éminents éditeurs ajoutent :

« *Probablement l'Etat devrait être l'assureur et peut-être la prime pourrait être rat-*

tachée à la contribution de chacun à la Sécurité Sociale et à l'impôt sur le revenu.

Cette proposition absurde seulement aux yeux des gens qui ne sont pas habitués aux Travaillistes et à leurs âneries, serait encore un gain moral que la Communauté européenne pourrait acquérir en faisant de l'Angleterre travailliste un membre.

Si originale qu'elle paraisse, l'idée des éditeurs de « Law Guardian » n'est pas la seule de ce genre. En novembre, deux semaines seulement après la dévaluation, les députés travaillistes ont perdu des heures à discuter une autre suggestion de bien-être à son comble, faite par plusieurs de leurs collègues. Il s'agissait, en effet, de créer ce qu'ils appellent « l'impôt négatif », c'est-à-dire que le fisc devrait payer à tous ceux qui gagnent moins de 13 livres par semaines, la différence afin que personne dans l'Angleterre de M. Wilson ne reçoive moins de cette somme (considérée comme une sorte de minimum vital de luxe) quel que soit son gain réel.

Si la discussion a été ajournée sans conclusion ce n'est qu'à cause du fait que quelqu'un s'est avisé à temps qu'il serait difficile de trouver l'argent nécessaire, du moins pour le moment.

Si on devait examiner toutes les folies des députés travaillistes, il faudrait des volumes entiers pour les expliquer et signaler leur source. Il suffit d'en mentionner seulement une, celle d'un député d'extrême gauche, M. Foot, qui en apprenant qu'il y avait des conditions attachées au prêt substantiel fait par les banques à l'Angleterre, non seulement fut indigné, mais a exprimé l'amertume de voir qu'un organisme non élu démocratiquement comme c'est le cas du conseil de la Banque Internationale du Fonds Monétaire, ait le pouvoir de dicter des conditions à un gouvernement démocratiquement élu.

Ces trois cas de responsabilité parlementaire, légale, et politique, suffisent pour illustrer le genre de problèmes que l'Angleterre apporterait dans la Communauté, une fois qu'elle en serait membre. C'est avec des problèmes de ce genre, que la Communauté perdrait son temps dans chaque comité et dans chaque commission, car si les Anglais sont fiers de quelque chose à l'heure actuelle, c'est d'être les dépositaires de la démocratie et du bien-être. Quelle que soit l'évidence selon laquelle il n'y paraît guère, ils continueront à y croire et à vouloir imposer leurs leçons. C'est parce que les hommes politiques anglais ont besoin de cette médecine, c'est parce que le passé de ce que fut la vraie Grande-Bretagne pèse maintenant sur les épaules chétives des petits hommes d'Etat ; c'est pour obéir au désir de mener encore le monde, que cette médecine a été créée en Angleterre et tous les politiciens la prennent comme remède à tout. C'est leur drogue.

LA PRESSE ET LE MARCHÉ COMMUN

I

Nous empruntons à la revue *L'EUROPE EN FORMATION* (décembre 1967) cet intéressant article documentaire paru sous la signature de Beniamino Olivi et contenant des considérations d'ordre général sur les effets, les réactions et les conséquences que le processus d'intégration européenne a provoqués dans la presse des six Pays. M. Beniamino Olivi, porte parole de la commission économique européenne, est particulièrement compétent en la matière.

Il faut dire avant tout que l'œuvre d'intégration européenne a constitué, sur le plan de l'information politique quotidienne, un élément permanent, bien qu'il se présente différemment selon l'importance des événements qui se sont succédés. En tout cas, il est certain que l'intégration européenne a introduit un nouveau centre d'intérêt, un nouveau cadre de référence qui est venu s'ajouter, en occupant une place importante, aux divers autres éléments de la scène internationale. En vérité, les implications politiques ont été constantes, même lorsque les efforts de dépolitisation de l'intégration communautaire ont semblé triompher — nouvelle preuve que les phénomènes politiques et économiques sont inséparables tant dans la vie intérieure des nations que dans les relations internationales.

Le second phénomène particulier résultant de l'intégration européenne, et plus spécialement de l'activité des institutions communautaires, a été celui de l'élargissement, de l'approfondissement et de la généralisation de l'information économique. Expansion qui influe tant sur la structure des organes de presse que sur la place réservée à ce type d'information. Non que l'intégration européenne ait provoqué de façon directe et autonome le développement de l'information économique (qui est l'un des faits nouveaux les plus caractéristiques de la presse au cours de ces dernières années), mais le déplacement du pouvoir de décision en matière de politique économique en faveur des institutions communautaires a eu pour conséquence directe et inévitable la nécessité de fournir de façon constante une quantité plus grande de connaissances sur la matière même en discussion. Bien que ne possédant pas de statistiques appropriées à cet effet, je crois pouvoir affirmer que la décision de politique économique au niveau national exige le plus souvent un exposé moins détaillé des faits et, en tout cas, requiert très rarement la confrontation avec des données et des situations analogues dans d'autres pays, ce qui est au contraire indispensable lorsqu'il s'agit de décrire et de commenter les conditions préalables et les résultats de dé-

cisiones prises par les institutions communautaires, qui sont applicables directement dans des pays différents par les structures, la langue, les traditions, les modes d'exercice du pouvoir, les réactions de l'opinion publique.

L'information économique tend, par conséquent, à avoir une plus grande ampleur et à dépasser les limites étroites de la vulgarisation pour assumer une responsabilité plus grande dans la formation et dans la direction de l'opinion publique. En ce sens, il n'est pas étonnant que les quotidiens européens aient progressivement fait plus de place aux comptes-rendus et commentaires sur les faits économiques qui sont objets de négociation ou de décision sur le plan communautaire.

Du reste, on sait qu'un déplacement du centre de pouvoir et de décision comporte nécessairement un mouvement correspondant des centres d'intérêt ou mieux la création et la cristallisation d'intérêts nouveaux, directement provoqués par les nouvelles dimensions où agissent les institutions communautaires.

Au fur et à mesure que la législation communautaire se forme, renouvelle d'anciennes situations nationales et crée une situation progressive d'égalité dans l'aire économique des Six, les intérêts économiques sont tour à tour affectés ou avantagés, et en tout cas subissent des modifications profondes. En termes d'information, tant quotidienne que périodique, cela se traduit par un nouveau besoin de connaissances, d'illustrations et de commentaires, besoin encore renforcé par la fonction supplémentaire mais non négligeable de la presse comme instrument de pression sur les décisions à prendre.

Si l'on voulait approfondir l'évolution du comportement de la presse à l'égard de l'intégration européenne, on pourrait peut-être examiner utilement dans quelles proportions et selon quel rythme l'élargissement et la diffusion de l'information sur les activités communautaires ont coïncidé avec l'expansion et l'organisation de la capacité de décision à l'échelle communautaire. Cela demanderait d'ailleurs une analyse particulière pour chaque pays membre, car, com-

me nous l'avons déjà dit, la structure et la nature de la presse de chaque pays, sa diffusion, son influence sur l'opinion publique, sa réaction à l'égard des intérêts politiques et économiques et aussi la technique journalistique utilisée sont différentes. Il semble donc utile de tenter une description, nécessairement rapide et sommaire, de l'évolution enregistrée selon les pays dans l'information sur l'activité communautaire.

Enfin, il me paraît opportun de mentionner ce qui a été fait à Bruxelles, auprès des institutions communautaires, afin d'assurer une information quotidienne aussi complète que possible sur les activités des institutions communautaires, eu égard notamment aux difficultés rencontrées, aux problèmes non encore résolus et aux particularités des solutions essayées ou réalisées pour aller au devant des nouveaux besoins et des nouvelles tendances de l'information quotidienne.

FRANCE

Indépendamment de la presse spécialisée, la presse française compte environ 200 titres : 13 journaux quotidiens publiés à Paris ; 98 quotidiens régionaux paraissant en province ; et environ 80 périodiques non spécialisés (1).

Le premier phénomène caractéristique est constitué par la concentration à Paris de la presse politiquement la plus influente et la plus intéressée aux questions internationales. Il suffira de rappeler l'existence du quotidien *le Monde*, un des phénomènes journalistiques les plus importants de l'après-guerre, où la partie réservée à l'information internationale est particulièrement soignée, originale et profonde, et dont l'influence dépasse largement les frontières françaises. Outre *le Monde*, un autre journal indépendant, *le Figaro* consacre aux événements de politique internationale et de politique économique une large place et un soin particulier, avec une présentation éprouvée et des ambitions d'information complète très prononcées. Mais les autres quotidiens parisiens se révèlent également sensibles en matière de relations internationales, suivant une tradition qui s'est établie à partir du premier après-guerre.

Le second phénomène dans l'évolution de la presse française de l'après-guerre est le développement de l'Agence France-Presse, qui a pris rapidement une place de premier plan parmi les agences mondiales, avec un service particulièrement soigné pour la partie économique et pour l'information sur les affaires politiques et économiques européennes. La qualité et l'ampleur de ses services a comme conséquence très caractéristique l'inexistence quasi générale dans la presse régionale de services particuliers et de correspondants spéciaux à l'étranger, les ser-

vices de l'A.F.P. étant largement suffisants pour les besoins de cette presse (laquelle, soit dit en passant, semble être le seul secteur de la presse quotidienne française susceptible de développement).

Sous l'angle de l'information communautaire, la proximité de Bruxelles par rapport à Paris — la capitale belge étant traditionnellement considérée comme un prolongement de l'aire française — n'a pas encouragé les quotidiens et les organes de presse français à envoyer des correspondants particuliers auprès des Communautés européennes, à l'exception de l'Agence France-Presse qui a créé à Bruxelles un centre rédactionnel spécialisé, doté de journalistes excellents et très actifs. Mais à l'occasion des sessions du conseil de ministres de la Communauté ou d'autres événements importants, les principaux organes de presse parisiens ont des envoyés spéciaux, choisis parmi les rédacteurs spécialisés dans les questions concernant la Communauté (2). C'est là un autre phénomène à considérer dans la presse française : la formation au sein des rédactions, surtout parisiennes, de rédacteurs spécialisés dans les questions européennes, parfois même (comme dans le cas du *Monde*) par secteurs (tels que l'agriculture, etc.).

La spécialisation au sein des rédactions, jointe à la possibilité d'obtenir de façon continue des nouvelles, des commentaires et des indiscrétions sur les travaux en cours à Bruxelles, permet à la presse de Paris d'assurer à ses lecteurs un haut niveau d'information en donnant de plus en plus de place aux communautaires. Ajoutons que l'impact de l'intégration européenne sur la politique intérieure et extérieure française a pris une importance toujours plus notable, certainement plus grande que dans les autres Etats membres de la Communauté, ce qui a contribué à l'extension de l'information écrite, parlée et télévisée sur les questions communautaires, en apparente contradiction avec l'orientation de la politique française tendant à la dépolitisation de l'intégration économique.

S'il m'était permis d'exprimer un jugement global sur la qualité des services fournis par les correspondants, envoyés spéciaux et rédacteurs spécialisés de la presse quotidienne française, ce jugement ne pourrait être que très positif, en considération notamment de l'évident effort des journalistes spécialisés pour se libérer des réflexes nationaux qui traditionnellement colorent de manière particulièrement intense la presse française dans ses jugements sur le monde extérieur.

ALLEMAGNE

La structure de la presse allemande est beaucoup plus complexe que celle de la pres-

se française. Pour en rechercher les causes, il faudrait remonter dans le temps et faire un examen approfondi des structures socio-politiques de l'Allemagne. C'est un fait qu'étant donné, notamment, la division actuelle du pays et l'absence d'une véritable capitale, la presse allemande apparaît comme très dispersée. Les grands organes d'information se répartissent entre les grandes villes de la fédération, tandis qu'une myriade de petits quotidiens à tirage limité (qui souvent empruntent aux grands journaux une bonne partie des services politiques d'intérêt national et international), démontrent le rôle toujours prédominant des traditions locales et régionales (3).

On peut cependant noter l'existence de trois grands journaux interrégionaux: la **Frankfurter Allgemeine Zeitung** (Francfort), **Die Welt** (Hambourg), et **Die Süddeutsche Zeitung** (Munich), dont le niveau d'information et la technique de présentation peuvent être considérés comme excellents.

Parmi les journaux locaux d'importance régionale, il y a lieu de rappeler le **Münchener Merkur** et la **Stuttgarter Zeitung** qui méritent d'être mentionnés en raison de leur influence politique et de la qualité de leur information. Enfin, il convient de rappeler parmi les journaux d'importance nationale deux quotidiens économiques de premier ordre: **Handelsblatt** et **Industrie-Kurier**.

L'agence nationale de presse allemande D.P.A. ne peut pas être considérée, notamment pour des raisons linguistiques, comme une agence de rang international, malgré les efforts faits récemment pour étendre la diffusion de ses services. Quoiqu'il en soit, précisément en raison des particularités structurelles de la presse quotidienne allemande, les informations de cette agence sont largement reproduites par la presse régionale, dont les informations générales, nationales et internationales, sont en grande partie fournies par D.P.A.

Contrairement à ce que l'on pense habituellement hors d'Allemagne, la presse allemande en général, et les quotidiens interrégionaux et régionaux en particulier, témoignent d'une grande indépendance politique ce qui contribue à faire de la presse allemande l'une des meilleures du monde. La consistance et la qualité de l'information sur les problèmes communautaires le confirment. Le groupe de correspondants allemands à Bruxelles est le plus important par le nombre et par la qualité professionnelle de ses membres; tous les journaux interrégionaux sont représentés par un ou plusieurs correspondants, parmi lesquels figurent des économistes de grande valeur. L'activité communautaire est suivie dans tous ses détails et dans tous les secteurs, avec une rigueur très germanique.

L'agence nationale D.P.A. consacre égale-

ment une large part de ses correspondances de Bruxelles aux activités communautaires, ce qui assure une place honorable à ces informations dans la presse locale.

A cela s'ajoute l'intérêt permanent des chaînes de télévision et de radio allemandes, certainement les plus sensibles parmi celles des pays membres à l'intégration européenne et les seules à ne pas craindre la réaction du public à l'aridité éventuelle des thèmes traités et à la monotonie des émissions.

A ce niveau d'information certainement élevé et de qualité excellente ont contribué l'intérêt toujours croissant du lecteur allemand pour l'information internationale en général et la réaction croissante du public aux décisions prises à Bruxelles qui ont, ou peuvent avoir, une incidence sur la vie économique et sociale du pays. Il suffit de citer à ce propos la réaction du consommateur à l'égard de la politique agricole commune, réaction dont l'intensité est mise en lumière par la large place réservée dans les journaux à ce problème.

En conclusion, l'attitude de la presse allemande à l'égard de l'intégration européenne est caractérisée par une attention et un intérêt croissants, et les journalistes allemands qui s'en occupent ont atteint progressivement un haut niveau de spécialisation.

ITALIE

La structure de la presse italienne diffère notablement de celle des autres pays de la C.E.E. et se ressent de façon particulière des structures sociologiques propres à ce pays caractérisé, comme chacun sait, par de grandes différences régionales et par de profonds déséquilibres que le rapide développement récent a plutôt accentués qu'atténués.

En ce qui concerne la presse quotidienne, l'Italie est le pays de la Communauté qui présente le taux de diffusion le plus bas (4).

Une première caractéristique de la presse italienne est que, en général, les journaux italiens indépendants d'information, qui représentent les trois quarts de la diffusion totale, se ressemblent tous, y compris ceux qui sont les plus influents et qualitativement les meilleurs par la richesse des moyens et l'étendue de la diffusion. Cette remarque vaut surtout pour le grand espace toujours consacré aux faits divers et pour la place proportionnellement moindre réservée à l'information politique et, en particulier, à la politique internationale.

En outre, la presse italienne se distingue, comme la presse allemande, par sa localisation: le premier centre national de presse est en effet Milan, Rome venant seulement à la seconde place pour l'importance des organes de presse qui y sont publiés. Il s'im-

prime à Turin un journal d'importance nationale et certains journaux interrégionaux importants tendant à rivaliser avec les journaux nationaux par l'influence et la diffusion. Enfin, en Italie, comme dans les autres pays, les quotidiens publiés par les partis politiques ont une diffusion limitée, à la seule et importante exception de l'organe du parti communiste, l'Unità.

Il y a encore lieu de noter qu'au taux élevé d'accroissement du revenu national enregistré en Italie dans l'après-guerre n'a pas fait pendant une expansion correspondante de la presse quotidienne. Celle-ci est même caractérisée par une certaine stagnation dont les principales raisons doivent être recherchées dans la diffusion des grands hebdomadaires illustrés (dans lesquels, à la différence de l'Allemagne, la place réservée à l'information politique peut être considérée comme importante) et surtout dans le développement de la télévision. Certes, on ne peut pas nier que la presse quotidienne italienne ait accompli un notable effort de modernisation et d'amélioration techniques: elle est en train, elle aussi, d'augmenter l'espace réservé aux nouvelles d'ordre international, et depuis quelques années, les principaux journaux consacrent quotidiennement une page à l'information progressive d'une catégorie de journalistes spécialisés. Dans l'ensemble, on peut donc reconnaître que, non sans peine, une tendance très nette à la « déprovincialisation » des informations et de leur présentation est en train de s'affirmer.

Extrêmement sensible aux événements de politique intérieure, la presse italienne a cependant mis plus longtemps que les autres à considérer l'intégration européenne et l'activité communautaire comme un cadre normal et un objet quotidien d'information. Les journaux italiens ont été les derniers à avoir des envoyés spéciaux à Bruxelles, de même que l'agence nationale A.N.S.A. très active dans d'autres capitales et régions du monde a été la dernière des agences nationales à accréditer un représentant auprès des institutions communautaires (5).

Au fur et à mesure que les institutions communautaires progressaient dans l'activité d'intégration, que se succédaient les sessions du conseil des ministres et que, dans la tension des négociations communautaires, les intérêts italiens entraient largement en jeu, il s'établissait également dans la presse italienne une proportion convenable et une présence significative des correspondances et des nouvelles sur l'intégration européenne en provenance de Bruxelles. Il reste cependant à noter que le retard sur les autres pays membres est notable, car la classe dirigeante italienne a été lente à prendre conscience du fait européen et des intérêts qu'il implique.

Malgré d'incontestables progrès, l'informa-

tion sur les événements communautaires dans la presse quotidienne italienne n'est pas encore satisfaisante: le groupe des correspondants italiens accrédités auprès de la Communauté reste très restreint (6) et l'information fournie irrégulière.

Les perspectives sont cependant encourageantes, spécialement sous l'angle de l'amélioration continue de la qualité de l'information économique, qui est un des phénomènes les plus typiques de la grande presse d'information italienne. Un certain nombre de jeunes rédacteurs se spécialisent toujours davantage dans les affaires européennes et c'est d'eux surtout que l'on peut attendre une information plus approfondie de l'opinion italienne qualifiée sur les problèmes communautaires.

Beniamino Olivi

(A suivre)

(1) Voir également *Voyenne* (Bernard), « la Presse dans l'Europe des Six », *L'Europe en formation* n. 54-55, septembre-octobre 1964, p. 15-18.

(2) Tout récemment le *Monde* a chargé un journaliste français résidant à Bruxelles de la correspondance régulière sur les affaires communautaires. La même initiative a été prise par le *Figaro*.

(3) Il s'agit de la « Standortpresse ». Normalement les journaux de ce type contiennent une partie rédigée et imprimée par un journal « pilote », plus une rubrique locale étendue qui permet de changer de titre. Il s'agit d'un phénomène journalistique propre à l'Allemagne.

(4) Le taux de diffusion pour 1.000 habitants dans les pays de la Communauté est le suivant:

Luxembourg:	445
Allemagne:	313
Pays-Bas:	276
Belgique:	276
France:	270
Italie:	100

(5) Un fait curieux — qui ne peut s'expliquer que par la force des habitudes des rédactions italiennes — est que tous les journaux italiens les plus importants maintiennent un correspondant particulier à Vienne, considérée comme centre de « couverture » indispensable, en souvenir des relations spéciales italo-austro-hongroises d'avant la première guerre mondiale. L'envoi d'un correspondant permanent à Bruxelles constituait et constitue encore un fait nouveau, rompant avec une tradition établie depuis des dizaines d'années.

QUELQUES ARTICLES PUBLIES PAR LE BULLETIN EUROPEEN EN 1967

Auteurs	Titres	Numéro
Sir Edward BEDDINGTON BEHRENS	Télécommunications et coopération européenne	12
John BIGGS - DAVISON	Un nouveau Jalta?	3
Giuseppe CARON	Les deux problèmes de fond	5
Alberto della CHIOSTRA	L'Europe et l'Afrique	1
H. R.	Une fête asiatique	11
M. de L. V.	Européisme anglo-saxon	2
Georges MAREY	Sous-marin nucléaire	7
Yvonne MENCHINELLI	En marge de la mission Casaroli à Varsovie	4
C. MICHAEL - TITUS	Quand l'Angleterre comprendra	1
S. RACOVITZE	Un grand Européen égaré	6
	Svetlana	7
	Prolétaires désunis	8-9
H. ROMAN	Vingt-sept siècles immortels	2
	Mircea Eliade: un coeur jeune	8-9
Primo SACRIPANTI	Européisme et Programmation culturelle	11
Dominique SOUQUET	Canada Français	7
C. VALUNES	La Trinité de la civilisation européenne dans la fraternité des Eglises	7
M. de L. V.	Le Paravent chinois	2
	Une entorse tactique et ses conséquences	1
M. de L. V.	La grande Bretagne et la Russie en marge de l'Europe	3
	Leur traité et celui de l'Europe	4
	Qui? Dans l'Europe de demain	10
	Pour ceux qui frappent à la porte...	11
	Co-existence et collaboration	12

Rubrique: LETTRES D'ANGLETERRE de Michael-Titus numéros: 2, 3, 4, 6, 7, 8-9, 10, 11, 12.

A travers l'Europe et le monde

minimum



Classification
unique
des brevets d'invention

Un système international unique de classification des brevets d'invention vient d'être adopté à Strasbourg, au Conseil de l'Europe. Aboutissement de quinze années de travail, ce nouveau système a été élaboré en application de la convention européenne sur la classification internationale des brevets d'invention, et approuvé dans sa forme définitive par les experts des dix-huit pays membres du Conseil de l'Europe. Il comprend environ 40.000 rubriques groupées en 115 catégories et permettra de vérifier très rapidement si une invention est déjà brevetée dans le pays de l'inventeur ou à l'étranger.

Le Noël pontifical
de M. Lyndon Johnson

Pour dignement célébrer Noël, M. Johnson en quête de paix de pardon et d'amour a délaissé son Christmas made U.S. pour venir s'agenouiller devant le Saint-Père. Que ne fera-t-on pas pour la Paix! L'audience a duré fort longtemps: on s'en doutait. Le

problème vietnamien a déjà donné bien du fil à retordre aux politiques les plus éminents. Après lui ont été abordées les questions regardant l'aide aux pays sous-développés. On s'en doutait également. L'Amérique n'est jamais avare de conseils et de dollars. Espérons que les peuples d'Amérique Latine recevront une « aide » m'eux appropriée que celle qui a été faite aux sinistrés des inondations florentines: boîtes de cigares américains aux écoliers, et cinq paires de bretelles d'hommes à une vieille dame!



M. Johnson
achète des bijoux

A Rome, du reste, M. Johnson n'a pas perdu son temps.

Ne disposant que de quelques heures, il les a judicieusement réparties entre l'audience pontificale et le grand bijoutier romain Bulgari. Le problème de l'or n'est-il pas lui aussi à l'ordre du jour? Jadis, les touristes américains achetaient les vieilles pierres des ruines d'Europe pour s'en reconstruire des châteaux gothiques ou des villas néo-classiques. Mais ces reconstitutions artistico-culturelles ont perdu la vogue outre-Atlantique. D'ailleurs les Européens ne sont plus assez pauvres pour troquer leurs souvenirs de famille contre des dollars. Restent les bijoux. Aussi, joignant l'utile à l'agréable, conciliant les affaires de l'Etat et les affaires domestiques, M. Johnson, dédaignant la traditionnelle visite au Forum, s'est fait apporter des collections de bracelets, de colliers et de bagues pour les étrennes des dames de sa famille et leurs amies. L'histoire ne dit pas si la douane a eu son mot à dire dans cette affaire. La question a son importance: son abstention de courtoisie pourrait créer un précédent fâcheux.

bulletin européen

Rédacteur politique: MORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAULT GINI
Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie . . . Lire 2.000 | Etranger . Dollars 3,-
Abonn. d'Honneur 5.000 | Abonn. d'Honneur 10,-

c/c postale Roma N. 1/16299

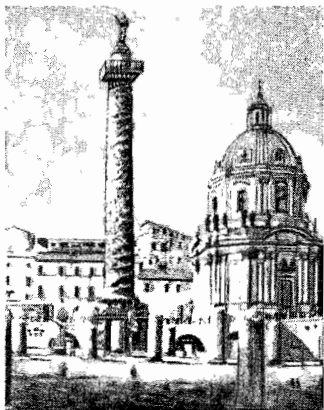
Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E



La visite à Rome et au Vatican de MM. I.G. Maurer et C. Manescu respectivement premier ministre et ministre des affaires étrangères de Roumanie, est une nouvelle étape sur le chemin de la réintégration de la Roumanie dans les traditions européennes occidentales et un nouvel espoir de liberté spirituelle des catholiques roumains, assez nombreux dans ce beau pays de l'Europe de l'Est.

ont collaboré... Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGSDAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINLLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.